

COMMISSARIAT AUX COMPTES

**ASSOCIATION
AVOCATS SANS FRONTIERES France
13 rue des Fleurs
31000 TOULOUSE**

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**ASSOCIATION
AVOCATS SANS FRONTIERES France**

**Association Loi de 1901
Déclarée à la préfecture de la Haute Garonne**

**Siège social :
13 rue des Fleurs
31000 TOULOUSE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Le 14 octobre 2025

**RAPPORT GENERAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024**

Association AVOCATS SANS FRONTIERES France
13 rue des Fleurs
31000 TOULOUSE

A l'assemblée générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AVOCATS SANS FRONTIERES France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'Association perçoit des subventions d'exploitation significative au titre de l'exercice. Nous avons examiné les conditions d'octroi et d'éligibilité de ces financements, ainsi que les modalités de leur comptabilisation, afin de nous assurer de leur rattachement correct à l'exercice. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier la conformité des conventions de subvention et des justificatifs associés avec les principes comptables applicables au secteur associatif.

Par ailleurs, les produits constatés d'avance inscrits au passif du bilan correspondent essentiellement à des financements reçus dont les prestations ou actions seront réalisées sur les exercices ultérieurs. Notre intervention a porté sur la vérification des méthodes d'estimation retenues par l'Association pour déterminer la quote-part de produits à reporter, ainsi que sur la cohérence de ces montants avec les engagements contractuels et le calendrier des projets concernés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

3. Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

4. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

5. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

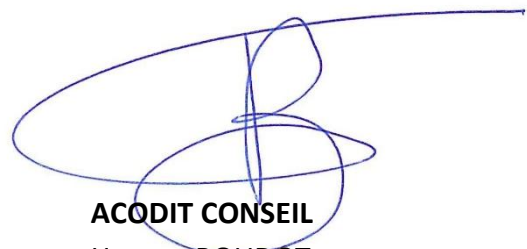
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Labège, le 14 octobre 2025



ACODIT CONSEIL

Hugues BOUDOT,
Commissaire aux Comptes,
Membre de la Compagnie
Régionale de Toulouse

COMPTES ANNUELS

BILAN ANNUEL

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			Exercice clos	Exercice
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	31/12/2024	N-1
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et dév.					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets ...					
Autres					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions	38 702	38 702			
Installations tech., mat. & outil.	36 875	36 875	0	0	
Autres immo. corporelles					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes corpo.					
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations					
Autres participations					
Créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immo. financières	700		700	700	350
TOTAL (I)	76 276	75 576	700	700	350
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	26 715		26 715	26 715	22 954
Créances reçues par legs ou donations					
Autres	2 242 075		2 242 075	2 242 075	2 682 573
Valeurs mobilières de placement					
Instrument de trésorerie					
Disponibilités	201 132		201 132	201 132	929 857
Charges constatées d'avance					
TOTAL (II)	2 469 922	0	2 469 922	2 469 922	3 635 385
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts. (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 546 198	75 576	2 470 622	2 470 622	3 635 735

PASSIF	Exercice clos	Exercice
	31/12/2024	N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation & équiv.		
Réserves		
Réserves statutaires ou contract.		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	(498 915)	(396 731)
Résultat de l'exercice	(57 010)	(102 184)
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>(555 925)</i>	<i>(498 915)</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	(555 925)	(498 915)
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associés)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	35 255	52 691
Emprunts et dettes financières diverses	52 000	18 847
Dettes fournisseurs et cpt. rattachés	182 830	118 492
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	24 094	33 582
Dettes s'immo. et cpt. rattachés		
Autres dettes	42 329	22 594
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 690 038	3 888 444
TOTAL (IV)	3 026 547	4 134 650
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 470 622	3 635 735

COMPTE DE RESULTAT ANNUEL

	Exercice clos	Exercice
	31/12/2024	N-1
PRODUITS D'EXPLOI TATION		
Cotisations	30 120	23 505
Ventes de biens et services		
Vente de biens	200	300
<i>dont Ventes de dons en nature</i>		
Vente de prestation de service	11 279	30 171
<i>dont Parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 060 877	929 585
Versement des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	20 790	6 617
Mécénats	20 820	19 300
Legs, donations et assurances vie		
Contribution financières		
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisation de fonds dédiés		
Autre produits	529	19 247
TOTAL PRODUITS D'EXPLOI TATION (I)	1 144 616	1 028 725
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (marchandises)		
Autres achats et charges externes	819 501	693 246
Aides financières	10 635	29 540
Impôts, taxes et versements assimilés	10 161	8 143
Salaires et traitements	252 085	250 743
Charges sociales	120 825	142 203
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Repor ts en fonds dédiés		
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 213 208	1 123 875
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(68 592)	(95 150)
QUOTE-PARTS DE RÉSULTAT SUR OPÉRATION FAITES EN COMMUN		
Bénéfices attribué ou pertes transférée (III)	500 851	395 468
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	500 851	395 468

	Exercice clos	Exercice
	31/12/2024	N-1
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	139	117
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Différences positives de change	10 295	2 327
Produit nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	10 434	2 443
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 675	12 152
Différence négatives de change	1 399	3 692
Charges nettes sir cessions de valeur mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	8 074	15 844
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	2 360	(13 401)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	(50 083)	(76 862)
PRODUITS EXCEPTIONNELLES		
Produits exceptionnels sur opération de gestion	10 000	12 741
Produits exceptionnels sur opération en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELLES (VII)	10 000	12 741
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	779	6 373
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
Dotation aux amortissements, dépréciation et provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	779	6 373
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	9 222	6 367
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur le bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 665 902	1 439 377
TOTAL DES CHARGES (II+ IV + VI + VIII + IX + X)	1 722 911	1 541 561
EXCEDENT OU DEFICIT	(57 010)	(102 184)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestat ions en nature		
Bénévolat	781 200	735 000
TOTAL	781 200	735 000
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposit ion gratuite de biens		
Prestat ions en nature		
Personnel bénévole	781 200	735 000
TOTAL	781 200	735 000

ANNEXES COMPTABLES

PRESENTATION

L'objet social de l'entité :

L'association a pour but de :

- de contribuer à l'application effective des Droits de l'Homme, universellement reconnus, conformément à la motion du 24 janvier 1992, votée par la Conférence Internationale des Barreaux de traditions juridiques communes,
- d'œuvrer partout où cela s'avère utile et nécessaire à l'instauration ou la restauration de l'Etat de Droit, de l'institution judiciaire et spécialement du droit à bénéficier d'un procès équitable et d'une défense effective.
- d'agir pour la prévention et contre l'impunité des agressions de toute nature notamment les meurtres, disparitions forcées, tortures, menaces, harcèlement, emprisonnement, dont sont victimes des avocats en raison de leur activité professionnelle. A cet effet, elle use de tous les moyens qui sont à sa disposition et peut saisir toutes institutions nationales ou internationales, juridictionnelles et non juridictionnelles ou intervenir devant elles, y compris à travers la constitution de partie civile devant les juridictions internes compétentes.

Les moyens mis en œuvre :

- La réunion sans discrimination et sans exclusion, de tous les avocats désirant apporter leur assistance juridique dans les situations où le droit à un procès équitable est violé, risque de l'être ou doit être affirmé.
- L'organisation en France comme à l'étranger de formations professionnelles concourant à la réalisation de l'objet associatif principal.
- La mobilisation de tous les moyens humains et matériels, nationaux et internationaux, propres à permettre à ses membres de remplir sa mission dans toutes les parties du monde où ils peuvent être appelés à servir.
- L'Association pourra ester en justice chaque fois qu'elle l'estimera nécessaire et utile dans le cadre de l'accomplissement de son objet social

FAIT CARACTERISTIQUE DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 2 470 622 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de 57 010 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 Relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériels bureau / informatique 3 ans

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COTISATIONS

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors du paiement de cette dernière.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées dans des comptes de classe 8. En effet les conditions posées par cet article sont réunies, à savoir :

la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association AVOCATS SANS FRONTIERES FRANCE

- l'association AVOCATS SANS FRONTIERES France est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires en nature ont été évaluées de la même façon que les exercices précédents sur la base suivante :

Heures de bénévolat des adhérents :

Taux horaires de	200 euros
Nombre d'heures :	3 906 heures
Total valorisé :	781 200 euros

Autres contributions :

RAS

IMMOBILISATIONS

CADRE A	IMMOBILISATION	Valeur brute des immob.début d'exervcice	Augemnations	
			Suite réévaluation	Acquisition
INCORPORELLES & CORPORELLES				
Installations générales agencements aménagements des constructions		38 702		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		36 875		
TOTAL		75 576	0	0
FINANCIERES				
Prêts, autres immobilisations financières		350		350
TOTAL		350	0	350
TOTAL GENERAL		75 926	0	350

CADRE B	IMMOBILISATION	Diminutions		Valeur brute des immob.fin d'ex.	Réévaluation légale / Valeur d'originie
		par virt poste	par cessions		
INCORPORELLES & CORPORELLES					
Installations générales agencements aménagements des constructions				38 702	38 702
Matériel de bureau et informatique, Mobilier				36 875	36 875
TOTAL		0	0	75 576	75 576
FINANCIERES					
Prêts, autres immobilisations financières				700	700
TOTAL				700	700
TOTAL GENERAL				76 276	76 276

AMORTISSEMENTS

Etat des amortissements	Amort. début d'exercice	Dotation de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant des amort. Fin d'exercice
INCORPORELLES & CORPORELLES				
Installations générales agencements aménagements des constructions	38 702			38 702
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	36 875			36 875
TOTAL	75 576	0	0	75 576
FINANCIERES				
Prêts, autres immobilisations financières				
TOTAL	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	75 576	0	0	75 576

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des Fonds Propres	Montant en début d'ex.	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'ex.
Report à nouveau	(396 731)	(102 184)		0	(498 915)
Excédent ou déficit de l'exercice	(102 184)		45 174		(57 010)
Situation nette	(498 915)				(555 925)
TOTAL GENERAL	(498 915)	(102 184)	45 174	0	(555 925)

CREANCE ET DETTES

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	700	350	350
Actif circulant			
Autres créances clients	26 715	3 761	22 954
Personnel et comptes rattachés			
Débiteurs divers	2 242 075	2 207 848	34 227
TOTAL GENERAL			

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes et crédit à plus de 1 an à l'origine	32 255		32 255	
Fournisseurs et comptes rattachés	182 830	118 862	63 968	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 416	22 416		
Autres impôts taxes et assimilés	897	897		
Groupe et associés	52 000	52 000		
Autres dettes	43 110	43 110		
Produits constatés d'avance	2 690 038	2 690 038		
TOTAL GENERAL	3 023 547	2 927 323	96 223	0
Emprunts remboursés en cours d'exercice	17 436			

**ASSOCIATION
AVOCATS SANS FRONTIERES France**

**Association Loi de 1901
Déclarée à la préfecture de la Haute Garonne**

**Siège social :
13 rue des Fleurs
31000 TOULOUSE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Le 14 octobre 2025

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES DE L'EXERCICE CLOS LE 31
DECEMBRE 2024**

Association AVOCATS SANS FRONTIERES France

13 rue des Fleurs
31000 TOULOUSE

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

Convention d'avance de trésorerie

Une avance de trésorerie a été consentie par Monsieur Bruno CANTIER, fils de Monsieur François CANTIER, lui-même président de l'Association pour un montant de 45 000 euros.

<u>Administrateur concerné :</u>	Monsieur François CANTIER, Président de l'Association
<u>Nature et objet :</u>	Avance de trésorerie consentie par Monsieur Bruno CANTIER
<u>Modalités :</u>	Montant : 45 000 euros. Aucun intérêt n'a été appliqué pour cette convention.

Fait à Labège, le 14 octobre 2025



ACODIT CONSEIL
Hugues BOUDOT,
Commissaire aux Comptes,
Membre de la Compagnie
Régionale de Toulouse